

Manuel de géopolitique

## 22 - Le rejet de l'oppression

mercredi 20 avril 2016, par [Patrice GOURDIN](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Patrice GOURDIN](#), **22 - Le rejet de l'oppression**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 20 avril 2016.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

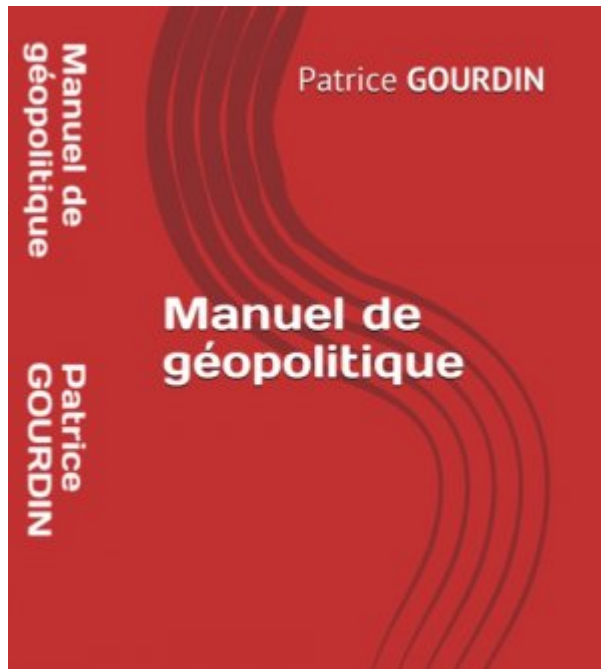
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Le rejet de l'oppression est une dynamique des acteurs géopolitiques. Comment ? Réponse à partir d'un extrait d'un ouvrage de référence de Patrice Gourdin : Manuel de géopolitique.**

Parmi les représentations géopolitiques les plus fréquentes dans les rapports de force, figure l'**oppression**. Lorsqu'une population (ou une fraction de celle-ci) subit une situation trop contraignante ou perçue comme telle, d'origine nationale ou étrangère, quelle qu'en soit la nature (religieuse, politique, économique, culturelle, notamment), il apparaît plus ou moins vite et de manière plus ou moins visible, un rejet de cette oppression. D'ailleurs elle se trouve, le plus souvent, qualifiée d'"intolérable". Selon les situations, la lutte revêt des formes variées, tantôt clandestine, tantôt à visage découvert, tantôt par des moyens pacifiques, tantôt par des manifestations violentes, voire des actions armées.

Il peut s'agir d'une **opposition masquée**, pacifique, restreinte au cadre privé. Cela passe alors par la transmission familiale ou communautaire d'une histoire non officielle, d'une croyance religieuse, de la pratique d'une langue, de valeurs politiques, par exemple. Selon les cas, ces comportements peuvent être tantôt tolérés, tantôt plus ou moins sévèrement réprimés. Persécutés jusqu'à l'édit de Constantin (313), les **premiers chrétiens** pratiquèrent pendant plusieurs siècles leur culte clandestinement. Il faut toutefois nuancer l'intensité et la nature de cette oppression selon l'époque et le lieu considérés. Durant le Désert, qui dura de la révocation de l'édit de Nantes, en 1685, à la Révolution française (1789), une partie des **protestants** français qui n'émigrèrent pas demeurèrent fidèles à leur foi, en dépit de la sévérité des peines encourues. Tous ne suivirent pas les Camisards dans la lutte armée (1702-1710). Les répressions de longue durée ne vinrent à bout ni des musulmans **alévis** en Turquie, ni des **bahá'ís** en Iran, par exemple. En général, cette résistance passive assure au mieux la survivance de la communauté, mais la propagation des particularités de cette dernière s'en trouve le plus souvent bloquée. Observons néanmoins que le christianisme constitue un important contre-exemple. Mais cela tient au choix "politique" que fit saint Paul d'accueillir les non-Juifs ainsi que l'ensemble des hommes et des femmes et ce, quelle que fût leur condition :

« il n'y a ni Juif ni Grec, il n'y a ni esclave ni homme libre, il n'y a ni homme ni femme ; car tous vous ne faites qu'un dans le Christ Jésus [1] ».



La transmission des croyances et des pratiques religieuses peut dépasser la résistance à l'intolérance religieuse, elle revêt alors une dimension politique. Dans le cas de l'ensemble des pays soumis au communisme, elle a valeur d'acte de résistance face à la domination étrangère et au totalitarisme. La situation du **bouddhisme lamaïque** au Tibet depuis 1950 illustre cela. Pour autant que l'on puisse le savoir, la fidélité d'une partie des Tibétains à leur religion peut signifier beaucoup de choses. Notamment, elle traduit soit une conviction intime, soit un attachement à leur culture, soit un sentiment d'appartenance nationale, soit un rejet du communisme, soit un refus de la domination étrangère, soit plusieurs de ces sentiments à la fois.

La pratique, au moins dans le cercle de famille, de la **langue** d'origine tente de contrer les politiques d'homogénéisation culturelle, comme la russification entreprise par les tsars dans l'empire russe à la fin du XIXe siècle. Plus généralement, la langue, marqueur identitaire, nous l'avons vu, fait l'objet de restrictions, voire d'interdiction pure et simple, dans nombre d'États à l'identité et/ou à l'unité nationale mal assurée (empires ou États multinationaux, France au début de la IIIe République, par exemple) et par nombre de pouvoirs "confisqués" par un groupe particulier (oligarchie, parti unique, armée, par exemple).

La domination entraîne aussi la transmission de **valeurs** contraires à celles de l'opresseur : démocratie sous une dictature, patriotisme sous une occupation étrangère, droits de la femme face aux fondamentalistes, foi face à un régime ou un occupant imposant une politique antireligieuse, par exemple.

Selon les protagonistes, les lieux et les circonstances, ces luttes peuvent demeurer ignorées du plus grand nombre ou prendre un caractère public. Une étude au cas par cas s'impose, mais la documentation fiable fait le plus souvent défaut : les informations sont de seconde main et émanent d'acteurs engagés. L'observateur ne peut en général pas enquêter sur place, auprès des populations concernées. Il dispose essentiellement des informations officielles justifiant la répression, ainsi que des données fournies par les victimes et leurs éventuels soutiens

extérieurs. Cela incite à la plus grande circonspection.

Dans d'autres cas, l'opposition **s'affiche**, parfois **sans violence**. La publicité des actions étant un des gages de leur efficacité, les exemples abondent. Depuis le refus de consommer des produits anglais dans l'**Inde coloniale**, jusqu'aux tentatives de création d'organisations syndicales ou politiques indépendantes des **dictatures**, en passant par la pratique religieuse publique dans certains **États communistes**, par exemple.

Durant les années 1980, Ibrahim Rugova, surnommé pour cela le "Gandhi des Balkans", pratiqua une opposition non-violente : il organisa une société albanaise parallèle dans le **Kosovo** que tentaient de reprendre en main les nationalistes serbes, sous la direction de Slobodan Milosevic. La crainte éprouvée par les Albanais atteignit une telle intensité qu'ils ne faisaient même plus confiance aux médecins et aux infirmières serbes des hôpitaux. Le degré de perfectionnement de cette résistance passive permit de dispenser un enseignement en albanais (de l'école primaire à l'université) et même d'organiser des élections au nez et à la barbe des autorités. Toutefois, 90 % de la population faisaient l'objet de discriminations. Donc, pratiquement tous les habitants du Kosovo se trouvaient contraints à plus ou moins de solidarité. Et cette stratégie atteignit ses limites, puisque, faute d'obtenir pacifiquement gain de cause, une partie des Albanais du Kosovo se tournèrent vers la lutte armée à la fin des années 1980.

Les manifestations non-violentes (mais très durement réprimées [2]) des moines bouddhistes **birmanes**, à l'automne 2007 [3], s'inscrivaient dans la même logique de contestation. Le 15 août 2007, lorsque les dictateurs birmanes décidèrent d'augmenter les prix des carburants, cela déclencha une très vigoureuse protestation de la part d'une population pourtant soumise en permanence à une étroite surveillance et à une répression très sévère. Très proches de la population, les bonzes participèrent à ce mouvement, qui tourna rapidement à la remise en cause du régime. Outre la non-violence, le bouddhisme enseigne, en effet, le combat contre l'injustice et la souffrance infligée. La doctrine du "bouddhisme engagé", déjà mentionnée, naquit au Sud Vietnam, durant les années 1960 : pour protester contre la guerre, des bonzes s'immolèrent par le feu. De plus, le système de croyance bouddhiste, selon lequel en attendant d'atteindre au nirvana, les êtres vivants se réincarnent, exerce une énorme influence sur le comportement politique. Il existe un système de récompenses et de châtements par le jeu des réincarnations, les unes apparaissant comme l'aboutissement d'existences vertueuses, les autres comme la punition de mauvaises actions. Ainsi, la lutte du clergé birman contre l'oppression et la violence passe, entre autres, par la lecture de légendes (également diffusées en DVD) soigneusement sélectionnées en fonction des allégories qu'elles contiennent. Celles qui dominent depuis 2007 dispensent toutes la même leçon : les dirigeants cruels ont un mauvais karma et, dans leur incarnation prochaine (peut-être un cafard !), souffriront beaucoup pour expier [4]. Dans l'univers culturel bouddhiste, cette forme de résistance recèle une force énorme, tout comme le refus, précédemment évoqué, des offrandes émanant des militaires et de leurs familles.

Au **Tibet**, également bouddhiste, les éruptions de violence demeurent rares. Alors que certains Tibétains s'en prirent aux Chinois résidant dans la région, des témoins rapportent que, en mars 2008, d'autres manifestants, à Lhassa, exprimèrent sans voies de fait mais sans ambiguïté, leur rejet de la Chine par un geste symbolique. Ils inversèrent le rituel de bienvenue. Celle-ci s'exteriorise par la remise d'une écharpe de soie blanche à la personne que l'on accueille. Lors

des protestations, les Tibétains déroulèrent du papier hygiénique blanc dans les rues de la capitale face aux forces de l'ordre chinoises. Le message était on ne peut plus clair et se passe de commentaires [5].

Le **verbe**, notamment sous les formes de la harangue, de la prédication, du chant, de l'imprécation, du slogan, de la dérision, parfois de l'injure, joue un rôle essentiel dans les affrontements, soit comme substitut, soit comme prélude à la confrontation physique. Depuis l'Antiquité grecque jusqu'à nos jours, ce fut une des fonctions du théâtre que de "représenter" certains débats ou conflits, par exemple. De Démosthène à de Gaulle, en passant par Cicéron ou Danton, le discours, la formule, font partie intégrante de la panoplie des combattants pour la liberté. L'orateur politique, le prédicateur religieux, le chef militaire, cherchent à galvaniser leurs partisans, coreligionnaires ou soldats et à affaiblir leurs concurrents ou adversaires. Il se trouve également des journalistes, des poètes, des chanteurs, dont les articles, pamphlets, chansons et autres satires produisirent le même effet. L'histoire de France retient, parmi les défenseurs de la liberté, Voltaire, Victor Hugo, Victor Noir ou Béranger. Les Italiens reconnaissent autant Verdi que Garibaldi ou Cavour comme artisans de leur unité. Des millions d'hommes et de femmes manifestèrent leur rejet d'une oppression en entamant des cantiques, *La Marseillaise*, *L'Internationale*, le *Va, pensiero* de *Nabucco*, et bien d'autres chants encore. Le débat constitue aujourd'hui l'un des épisodes essentiels des élections présidentielles en France ou aux États-Unis, par exemple. La liberté d'expression, notamment à travers la presse, la chanson et la caricature, constituent de ce fait des instruments essentiels de la lutte contre l'oppression, qu'elle soit réelle ou supposée, intégrale ou partielle. Leur interdiction fait partie des indices qui permettent de repérer les régimes dictatoriaux. Toutefois, certaines démocraties peuvent, ponctuellement, y recourir, comme les gouvernements français durant la guerre d'Algérie (1954-1962), par exemple. Ainsi, des journaux, tel *Le Monde*, des chansons, tel *Le Déserteur* de Boris Vian, notamment, eurent maille à partir avec la censure officielle ou officieuse.

Le sens de la formule fait tellement partie intégrante de l'art oratoire de l'affrontement que les journalistes traquent, dissèquent, commentent, archivent les "petites phrases" des hommes politiques. Activité moins vaine qu'il ne pourrait y paraître, tant est profondément ancrée cette conviction que "dire c'est faire". L'expression "magie du verbe" montre pourtant, des siècles après Ésope, tout ce qu'il y a d'ambivalent dans la parole : opératoire ou non, mobilisatrice ou sans effet, manipulatrice ou salvatrice, reconfortante ou destructrice, suivie de mesures concrètes ou pur effet d'annonce. Il n'empêche, l'espace verbal fait partie intégrante des enjeux de pouvoir. Le président **vénuélien**, Hugo Chavez, par exemple, excelle dans la dénonciation verbale de ses adversaires politiques et des turpitudes des États-Unis. À la fin de l'été 2008, il démontra son inventivité verbale en créant un terme péjoratif supplémentaire à l'encontre des partisans de Washington en Amérique latine. Il utilisa le mot "pitiyanqui", ce qui signifie littéralement "petit Yankee" et constitue un synonyme de "capitulard" et "oligarque". Le succès fut immédiat, le mot se retrouva sur toutes les lèvres, sous toutes les plumes et éclipsa les "laquais", "soldats de plomb" et autres "toutous" usités jusqu'alors [6]. Mais quelle impertinence que de rappeler, verbalement ou par écrit, que le principal client des hydrocarbures vénuéliens, donc le pourvoyeur de l'essentiel des ressources du pays, c'est... Washington.

Les exactions qui accompagnèrent les deux guerres de **Tchéchénie** (1991-1996, 1999-2009) apparurent comme un symptôme des carences de la démocratie en Russie. Leur recensement,

leur dénonciation et l'engagement de poursuites judiciaires contre leurs auteurs visent à enraciner l'État de droit sur la terre des tsars et du totalitarisme stalinien. Anna Politovskaïa en octobre 2006, Natalia Estemirova en juillet 2009, parmi d'autres journalistes et militants des droits de l'homme, le payèrent de leur vie [7].

Parfois, l'oppression touche une catégorie sociale de la population : la plus pauvre, sans se traduire par des violences. La représentation géopolitique peut alors passer par la représentation-spectacle. Voilà ce que semble exprimer le culte de Jesús Malverde au **Mexique**. Ce bandit tué en 1909 devint une figure populaire, une sorte de Robin des Bois, présenté comme un bienfaiteur des pauvres au détriment des riches. Sur sa sépulture, à Culiacan (État du Sinaloa, au nord-ouest du pays), un tombeau a été érigé et Malverde fait désormais office de saint patron des trafiquants de drogue (une activité "traditionnelle" dans le Sinaloa). Ces derniers viennent se placer sous sa protection et, en cas de réussite, reviennent faire des offrandes en argent. Les pauvres le vénèrent également, afin qu'il leur assure la richesse ou protège leur passage clandestin de la frontière avec les États-Unis, ce qui revient à peu près au même dans leur esprit. Cela explique la diffusion du culte dans la communauté hispanique du nord du Rio Grande. Tout un commerce d'objets se greffe sur cette ferveur : bustes, cierges, rosaires, T-shirts et badges à son effigie, eau de Cologne, bière *etc* [8]. L'expression de l'oppression économique et sociale ressentie par une partie des Mexicains pauvres passe par ce culte.

Même un pays parmi les plus opulents de la planète, l'**Allemagne**, n'échappe pas à cette tendance. La figure d'un pirate "égalitaire", Klaus Störtebeker, connaît une popularité *a priori* étonnante. Il sévissait en mer Baltique à la fin du XIVe siècle et la légende lui attribue un "miracle" : il aurait marché après sa décapitation, "condition" posée par les magistrats de Hambourg pour épargner les complices derrière lesquels il parviendrait à passer. En dépit de cette "prouesse", les responsables ne respectèrent pas leur parole. Son personnage connu des fortunes diverses depuis l'époque romantique, l'ère nazie et la défunte RDA l'ayant particulièrement mis en avant. Une statue le représentant se trouve à Hambourg ; une bière porte même son nom et se surnomme "la bière des justes". Une série télévisée lui fut consacrée, un documentaire a été diffusé sur une télévision allemande en décembre 2008 et un film est en cours de tournage. Pour certains observateurs, le succès du personnage reflète une sensibilité croissante des Allemands à l'injustice économique. Il est vrai qu'un nombre important d'entre eux décroche des bienfaits du défunt miracle économique et que les inégalités se creusent [9].

Violente, l'opposition à l'oppression prend alors la forme de la **lutte armée**. N'oublions toutefois pas des modes plus rares d'action violente, comme la grève de la faim des détenus de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) en 1981 : elle fut menée jusqu'à la mort par Bobby Sands et neuf autres prisonniers. Toutefois, elle ne modifia pas la politique britannique.

Contre l'oppression attribuée au système capitaliste luttèrent les mouvements armés prosoviétiques et/ou procommunistes dans le Tiers Monde durant la *guerre froide* (comme à Cuba en 1959). À l'inverse, contre l'oppression exercée par le totalitarisme communiste se dressèrent les mouvements armés antisoviétiques et/ou anticommunistes dans le Tiers Monde durant la *guerre froide* (comme en Afghanistan, de 1979 à 1989, par exemple).

La domination étrangère, suscite inmanquablement des mouvements armés, comme la



Résistance dans les pays occupés par les puissances de l'Axe durant la *Seconde Guerre mondiale*.

L'**Irak**, à partir de 2003, au milieu de plusieurs sources de violence, vit se développer un mouvement armé de résistance contre ce que de nombreux Arabes sunnites considéraient comme une "occupation" américaine, intolérable à la fois parce qu'elle était étrangère et parce qu'elle leur paraissait responsable de l'insécurité généralisée que connut le pays [10].

Face à ce qu'ils ressentent comme une oppression par des gouvernements inféodés aux puissances occidentales chrétiennes (Algérie, Maroc, monarchies du Golfe Arabo-Persique, Irak, Pakistan, Afghanistan, Indonésie, notamment), ou directement par ces dernières (États-Unis et leurs principaux alliés européens), les **extrémistes musulmans** affirment ne pas disposer d'un autre choix que le terrorisme.

Ce phénomène intervient également lorsqu'un peuple en domine un autre, comme ce fut le cas dans le cadre de la **colonisation**. Il naquit ainsi de nombreux mouvements de libération qui menèrent la lutte armée pour obtenir l'indépendance, comme le Vietminh en Indochine de 1946 à 1954, ou le Front de Libération Nationale-FLN en Algérie de 1954 à 1962. Ce fut l'un des phénomènes essentiels de l'histoire du monde après 1945 et il marque encore les représentations géopolitiques de certains pays, nous l'avons vu au sujet des contentieux mémoriels,

Un groupe d'individus dont les caractères ethnique et/ou culturel diffèrent de ceux de la majorité de la population de l'État à l'intérieur duquel ils ont été incorporés, forment une **minorité nationale**. Cela représente des centaines de millions d'êtres humains sur l'ensemble de la planète, mais, en l'absence de définition juridique, un décompte précis est impossible. Il ne faut jamais négliger le fait que les chiffres qui circulent reposent sur des critères variables. Si les membres d'une minorité nationale sont satisfaits de leur sort, leur différence ne pose guère de problème. En revanche, s'ils sont, ou s'ils s'estiment, opprimés, ils peuvent susciter des troubles, voire des guerres. « Nous, les Tamouls, vivons comme des esclaves [11] », déclarait une vieille femme lors de l'offensive finale des forces gouvernementales du Sri Lanka contre la guérilla tamoule : cette métaphore se retrouve dans nombre de discours justifiant le recours des minorités aux armes.

L'**oppression** s'inscrit parfaitement dans le domaine des représentations géopolitiques des minorités nationales. Elle peut-être **avérée**, comme dans le cas des catholiques d'Ulster en Grande-Bretagne de 1921 à 1972 (lorsqu'il instaura l'administration directe, à partir 1973, le gouvernement britannique s'efforça d'abolir les mesures et les pratiques discriminatoires) ; des Albanais du Kosovo sous le régime Milosevic ; des shiites sous domination sunnite (notamment en Afghanistan depuis le détachement de l'empire perse, en 1747 ; en Irak de 1921 à 2003 ; en Arabie Saoudite encore aujourd'hui), des Tibétains sous la férule chinoise ou des Tchétchènes sous l'emprise russe, par exemple. Mais sa réalité peut se révéler **inexistante**, comme pour les Basques en Espagne ou en France, ainsi que pour les Corses en France. Alors, joue un **sentiment** d'oppression, alimenté par des arguments tirés des mêmes facteurs que ceux caractérisant les oppressions avérées - les inégalités économiques et sociales notamment, des discriminations culturelles - qui amènent, à tort ou à raison, tout ou partie de ces minorités à considérer que leur traitement n'est pas équitable et que cela résulte de leur appartenance. Le sentiment le plus clairement ressenti - à tort ou à raison - est celui

du mépris (discrimination) et/ou de l'injustice (inégalité avec les membres de la nationalité majoritaire). Il semble, alors, à une partie plus ou moins importante de la population concernée que, seules, l'autonomie ou l'indépendance permettraient de résoudre ses problèmes. Faute de l'obtenir par la négociation, ils estiment devoir opter pour la lutte armée.

Voyons le scénario **basque espagnol**. Le nationalisme basque naquit en réaction à l'afflux d'ouvriers hispaniques et socialistes. Un démocrate modéré et profondément catholique, Sabino Arana y Goiri (1865-1903), forgea la "nation basque" sur la base d'une spécificité (ethnique, religieuse, linguistique, de mode de vie et de "caractère") ainsi que d'une relecture de l'histoire de l'Espagne au XIXe siècle. Il transforma les guerres carlistes (1833-1876), affrontement entre partisans de la monarchie absolue et libéraux, en lutte de libération des Basques contre les Espagnols. Selon lui, 1876 marquait la fin de la liberté pour les Basques. Il dessinait une aire territoriale intégrant les provinces d'Alava, de Biscaye, de Guipuzcoa, de Navarre, du Labourd, de la Soule et de la Basse-Navarre. Remarquons qu'il n'y eut jamais d'État unitaire sur cet espace, ce qui explique que la nation basque ne se définit pas par la communauté historique (un passé commun). En octobre 1936, la République aux abois accorda aux provinces de Biscaye et de Guipuzcoa l'autonomie, abolie dès 1939, après la victoire de Franco. Le nationalisme basque survécut, tant en Espagne qu'en exil, et développa la représentation géopolitique d'un pays (le Pays basque) occupé par une armée étrangère (les forces de la Garde civile, très majoritairement composées de non-Basques). En 1959, dans cette atmosphère, naquit l'organisation Euskadi ta Askatasuna (*Pays basque et liberté*)-ETA, nouvelle composante de la lutte antifranquiste. Lorsque Franco mourut, en 1975, le roi Juan-Carlos rétablit la démocratie et la Constitution adoptée en 1978 autorisa l'autonomie. Le Pays basque (Alava, Biscaye, Guipuzcoa) en bénéficia à partir de 1979. Mais les nationalistes se divisèrent : la majorité estima que les bases constitutionnelles suffisaient pour progresser vers la construction d'un État. Une minorité exigea l'inscription du droit à l'autodétermination dans la Constitution et un noyau irréductible, ce qui restait d'ETA, décida de poursuivre la lutte armée jusqu'à l'indépendance d'un État basque incluant la Navarre (qui choisit par référendum de se dissocier), et les trois provinces basques historiques françaises (Labourd, Soule, Basse-Navarre - approximativement le département des Pyrénées Atlantiques). La persistance de cette violence demeure une énigme sans le secours des représentations : tradition familiale de la lutte antifranquiste pour certains, "cause" cimentant une microsociété constituée par d'autres, et, peut-être, en dernière analyse, haine de l'Espagnol, pour beaucoup [12]. Comment comprendre autrement que par le mécanisme de la représentation l'attitude de ce lycéen qui interrompt l'interlocutrice alors qu'elle lui demande où il voit une oppression dans une région qui dispose de davantage d'autonomie qu'un Land allemand, et qui déclare : « En France posait-on cette question aux résistants sous l'Occupation [13] ? » !

Pourtant, depuis la fin de la *Seconde Guerre mondiale*, les droits des minorités font partie des droits de l'homme que l'ONU a pour mission de défendre. On pourrait donc penser que le recours à la force soit inutile. Signe que les problèmes persistent, en 1992, l'Assemblée générale des Nations Unies adopta une « Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques [14] ». Mais, afin de ne pas donner de validité juridique à l'exclusion, elle ne définit pas la "minorité". Dans le cadre de sa politique de sécurité collective régionale, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe-OSCE, créa, la même année, un haut-commissariat pour les minorités nationales. Devant la prolifération des micro-États à la viabilité douteuse, une partie de la communauté



internationale encourage le respect effectif des droits des minorités nationales plutôt que l'atomisation des États.

Empire multinational par excellence, la **Russie** enseignait à ses élèves officiers, à la fin du XIXe siècle, la "géographie de la loyauté" « indiquant les facteurs de fiabilité selon les théâtres d'opération et les leçons qu'il convenait d'en tirer [15] ». Cela amenait l'état-major à envisager, voire planifier sans état d'âme, la déportation de peuples entiers s'il la jugeait nécessaire. Les Juifs en furent victimes avant la *Première Guerre mondiale*, puis les Allemands et les Baltes durant celle-ci. À son tour, Staline passa à l'acte en 1944 envers les Balkars, les Kalmykes, les Karatchaï, les Tchétchènes et les Ingouches : « la déportation fut aussi considérée en temps de guerre comme une mesure stratégique visant à créer une population frontalière "fiable" [16] ».

Dans le contexte ouest-européen, notamment français, une partie de la gauche rallia, dans les années 1960, le combat **régionaliste**, assimilant cette cause à celle de la décolonisation pour laquelle elle avait lutté depuis la fin de la *Seconde Guerre mondiale* : même "exploitation capitaliste", même "sous-développement" sciemment entretenu, même "négation" de la culture des indigènes, même "oppression" de la part d'un État-nation "impérialiste". La région devint alors à ses yeux une base de la "résistance populaire" avant de se muer, le cas échéant, en "centre révolutionnaire". Quant à la gauche "institutionnelle", perdit-elle jamais de vue la "révolution des mairies" qui, au début de la Troisième République, avait permis aux partisans de la démocratie de s'imposer, puis d'expérimenter certaines de leurs propositions pour démontrer la validité de leur programme politique ? Les bases locales, municipales et départementales, s'avérant trop étroites, elle créa l'échelon régional avec les lois Defferre de décentralisation de 1982-1983, complétées par la loi constitutionnelle de 2003. Depuis 2004, les assemblées régionales et départementales sont le principal contre-pouvoir dont dispose l'opposition de gauche en France, alors que la droite contrôle le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif nationaux. L'enjeu principal des élections régionales de 2010 et cantonales de 2011 est donc on ne peut plus clair.

Depuis le début des années 1990, la **Macédoine** frôle la guerre civile entre la majorité macédonienne et la minorité albanaise. L'OTAN et l'Union européenne y déploient des trésors de diplomatie et parfois des troupes pour éviter le pire. Depuis la signature des accords d'Ohrid, en 2001, les Albanais ont obtenu un ensemble de réformes en leur faveur. Parmi les résultats les plus étonnants, on peut citer l'inauguration, le 28 novembre 2006 - jour de la fête nationale albanaise - d'une statue équestre du héros national de l'Albanie, Skanderberg, à Skopje, capitale de la Macédoine, en présence de personnalités politiques et de responsables officiels macédoniens [17].

Au-delà de la seule question basque, l'**Espagne** connaît de multiples fractures nationalistes que le chef du gouvernement, José Luis Zapatero entendait réduire avec son projet d'"Espagne plurielle". Mais la légalisation du nouveau statut de la Catalogne tarde et les négociations avec les indépendantistes basques se soldèrent par un échec, tandis que la Galice demeure sous tension. Des mairies basques ou catalanes refusent d'arborer le drapeau espagnol sur leur façade, alors que la loi l'impose [18]. Mais l'emblème national a mauvaise réputation dans une partie de l'opinion publique, car il fait partie de l'héritage franquiste (qui avait remis en vigueur le drapeau de la monarchie : une bande jaune entre deux bandes rouges ; le drapeau de la Seconde République - 1931-1939 - était rouge, jaune et violet). Donc toute réaffirmation de l'obligation de pavoiser en rouge et jaune place le gouvernement de gauche en porte-à-faux

: il cautionne symboliquement la répression franquiste, notamment celle qui frappait toute forme de régionalisme. Les querelles de représentations passant par la vexillologie ne sont pas les moins révélatrices de l'oppression vécue ou ressentie.

Au **Chili**, le sort des Indiens Mapuches (6 % de la population) suscite des protestations récurrentes. La dernière expression en date en fut la longue grève de la faim menée fin 2008-début 2009 par Patricia Troncoso [19]. Le fond du problème réside dans la dépossession de leurs terres et leur paupérisation, sort qu'ils partagent avec l'ensemble des Indiens du continent américain depuis la colonisation européenne.

Le **Pakistan** attire l'attention surtout du fait de son armement nucléaire et de l'activité de groupes islamistes parmi les plus radicaux. Mais les spécialistes de la région se montrent tout autant préoccupés par les risques d'affrontement que contient en germe l'hétérogénéité de la population : l'islam apparaît comme le seul dénominateur commun entre les Pendjabis, les Sindhis, les Baloutches, les Pashtouns et les Mohajirs. Chacune de ces communautés présente de forts particularismes et porte des revendications liées à un partage plus équitable du pouvoir et des richesses.

De très fortes inégalités entre les individus, ainsi que la présence de plusieurs groupes ethniques différents dans de nombreux États, marquent le **continent africain**, nous l'avons vu plus haut. Il en résulte une frustration économique et sociale qui recoupe souvent un sentiment ou une situation de discrimination. En conséquence, l'exigence - appuyée ou non sur une lutte armée - d'un partage équitable des ressources se trouve fort répandue. Au **Nigeria**, les actions armées du Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger appuient une revendication de ce type [20]. Dans le conflit du **Darfour**, le Mouvement pour l'égalité et la justice exprime son objectif à travers sa dénomination. N'Djaména semble soutenir ce groupe armé mais la dictature soudanaise ne fut pas en mal de trouver des opposants **tchadiens** eux aussi en mal d'accès aux revenus du pétrole.

Être ou se sentir opprimé engendre une souffrance physique et/ou morale que ceux qui la ressentent peuvent estimer insupportable. Cela prend des formes diverses et engendre toujours des réactions, mais sur un registre très étendu, qui va du refoulement en son for intérieur à la lutte armée. Ceux qui construisent leur argumentation sur le thème de l'oppression escomptent donc un effet mobilisateur. L'analyse géopolitique se trouve là face à un domaine délicat et complexe, requérant une étude attentive et évitant l'empathie, qui nuit à la rigueur intellectuelle, nécessaire pour débusquer d'éventuelles manipulations d'un thème se situant sur le registre de l'affect.

*Copyright 2016-Gourdin/Diploweb.com*

---

## **PROBLÉMATIQUE LIÉE À L'OPPRESSION**

*Quelle part revient à l'oppression ou au sentiment d'oppression dans la crise ou le conflit ?*

## CHAMPS DE RECHERCHE

**Outils** pour étudier l'oppression subie ou ressentie par les/des habitants du territoire sur lequel se déroule la crise ou le conflit :

. les ouvrages consacrés à l'histoire, à l'anthropologie, à la sociologie, au droit, à la science politique et à l'économie.

Les **informations** recueillies servent à mesurer l'influence de l'oppression ou du sentiment d'oppression sur les différentes factions de la population impliquées dans les événements. Le plus souvent un ou plusieurs des éléments suivants :

. les minorités nationales opprimées ou ayant le sentiment de l'être,

. les minorités religieuses ou ayant le sentiment de l'être,

. les victimes des inégalités socio-économiques,

. les manifestations de l'oppression,

. les formulations du sentiment d'oppression,

. les oppositions masquées,

. les oppositions non-violentes,

. les luttes armées.

La liste n'est pas exhaustive, mais elle recense les facteurs qui apparaissent le plus fréquemment.

Une information est pertinente lorsqu'elle contribue à éclairer la crise ou le conflit que l'on étudie.

---

### P.-S.

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne à l'École de l'Air. Il intervient également à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique, l'association à laquelle le *Diploweb.com* est adossé.

---

### Notes

[1] . Épître aux Galates, 3, 28.

[2] . Tournier Isabelle, « Près de 4 000 bonzes birmans auraient été arrêtés depuis le 27 septembre », Le Monde, 4 octobre 2007.

[3] . Dubus Arnaud, « La flamme de la révolte brûle encore parmi les bonzes birmans », Libération, 1er novembre 2007.

[4] . Watson Paul, « Monk's Words Stir the Spirit of Myanmar's Resistance », Los Angeles Times, January 14, 2008.

[5] . Yardley Jim, « Simmering Resentments Lead to Tibetan Backlash », The New York Times, March 18, 2008.

[6] . Romero Simon, « A Little Insult Is All the Rage in Venezuela : 'Pitiyanqui' », The New York Times, September 6, 2008.

[7] . Leroyer Madeleine, « Une proche d'Anna Politkovskaïa assassinée », Le Figaro, 16 juillet 2009.

[8] . Murphy Kate, « Mexican Robin Hood Figure Gains a Kind of Notoriety in U.S. », The New York Times, February 8, 2008.

[9] . Kulish Nicholas, « Germans Revive a Legendary Pirate », The International Herald Tribune, November 6, 2008.

[10] . Claude Patrice, « Juba, le mythe du sniper irakien », Le Monde, 23 novembre 2006.

[11] . Dougnac Vanessa, « "Nous, Tamouls, vivons comme des esclaves" », Le Temps, 9 mars 2009.

[12] . Decamps Marie-Claude et Chambraud Cécile, « Les légions perdues de l'ETA », Le Monde, 7 mars 2008.

[13] . Ibidem.

[14] . Résolution 47/135, 18 décembre 1992  
([http://www.unhchr/french/html/menu3/b/d\\_minori\\_fr.htm](http://www.unhchr/french/html/menu3/b/d_minori_fr.htm)).

[15] . Hoesli Éric, À la conquête du Caucase... », op. cit., . 424.

[16] . Nekritch Alexandre, Les peuples punis : la déportation et le sort des minorités soviétiques à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Paris, 1982, La Découverte, p. 95.

[17] . Papraniku Laura, « Skopje : inauguration en grande pompe pour la statue de Skanderberg », Lajm, 29 novembre 2006, traduit en français et mis en ligne par Le Courrier des Balkans, 3 décembre 2006.

[18] . Chambraud Cécile, « La question nationale domine le lancement de la campagne électorale en Espagne », Le Monde, 29 septembre 2007.

[19] . Legrand Christine, « Le gouvernement chilien confronté au sort des Indiens Mapuches », Le Monde, 1er février 2008.

[20] . Tuquoi Jean-Pierre, « Au Nigeria, les séparatistes multiplient les actions violentes »,

Le Monde, 19 décembre 2006.